

Un forum au Maroc propose une nouvelle approche de la lutte contre le terrorisme

Deux ONG ont organisé un débat à Casablanca sur l'utilisation d'une approche de réconciliation face au terrorisme.

Par Imrane Binoual pour Magharebia à Casablanca – 01/05/2009

Une ONG marocaine et une organisation chrétienne internationale se sont récemment jointes pour organiser un forum à Casablanca consacré à la manière dont des groupes non gouvernementaux peuvent participer à la lutte contre le terrorisme. Le Forum de la Dignité pour les Droits de l'Homme (FDDH) et Pax Christi International ont invité des participants de plusieurs pays arabes à se rencontrer samedi 25 avril pour discuter de "l'approche réconciliatrice et son importance pour régler la question du terrorisme".

Le FDDH et Pax Christi International estiment que le dialogue et la persuasion sont les meilleurs outils à utiliser pour combattre le terrorisme.

"Pax Christi oeuvre depuis une année pour que la société civile, au niveau international mais aussi au Maroc, prenne l'initiative de trouver d'autres solutions pour lutter contre le terrorisme", a déclaré à Magharebia le représentant de Pax Christi, Gijsbert Van Iterson Scholten.

"Nous sommes un mouvement pour la paix et nous croyons qu'il est important que la société civile soit un acteur dans ces débats", a-t-il ajouté. "Nous avons organisé une journée sur le terrorisme, invitant d'autres pays arabes qui ont une approche réconciliatrice à nous faire part de leur expérience."

Le président du FDDH Mustafa Ramid a déclaré que l'objectif de ce débat visait à attirer l'attention des pouvoirs publics marocains sur l'importance d'ouvrir le dialogue avec les salafistes dans le but de lutter contre le terrorisme.

"En Arabie Saoudite, il y a deux actions de dialogue avec les partisans du terrorisme", a expliqué Nawaf El Kadimi, un journaliste. La première implique des comités de conseil dont les membres s'entretiennent avec des terroristes emprisonnés. La seconde est menée par de jeunes diplômés des écoles de Charia qui tentent de mettre en doute les croyances des participants sur quelque deux cents sites web et forums extrémistes.

"Cette opération a été plus fructueuse que l'action du ministère de l'Intérieur", a expliqué El Kadimi.

Nabil Abdelfatah, du Centre Al Ahrum d'études et de recherches stratégiques en Egypte, a expliqué que l'appel à la révision des positions des différents mouvements islamistes radicaux est venu de l'Etat, et a enregistré de bons résultats.

"Nous estimons que la lutte contre le terrorisme ne peut plus emprunter l'approche sécuritaire", a expliqué Ramid. "Car si cette approche sécuritaire a une facette bénéfique en améliorant la sûreté de l'Etat, d'un autre côté, elle a fait beaucoup de victimes. Notamment à cause de procès qui ne réunissent pas tous les éléments d'un procès équitable."



[Imrane Binoual] Un forum de lutte contre le terrorisme d'un type différent organisé au Maroc a choisi de se pencher sur la réconciliation.

C'est pourquoi il est nécessaire d'intégrer également l'approche réconciliatrice qui prévoit un débat avec tous les éléments condamnés dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, a-t-il ajouté.

Ramid a souligné qu'une distinction doit être faite entre trois catégories de détenus salafistes : ceux qui ont commis des actes terroristes, les porteurs d'idées extrémistes qui ne sont jamais passés à l'acte, et ceux qui avaient des idées extrémistes mais qui changé de position.

Ancien détenu salafiste, Abdelali Alam a tenu à s'exprimer sur cette approche réconciliatrice. Il a déclaré qu'une bonne partie des détenus n'ont commis aucun crime. "Or, les crimes idéologiques ne peuvent être combattus que par des idées", a-t-il déclaré.

Au Maroc toutefois, "les conditions d'un tel dialogue ne sont pas réunies", a fait valoir Mohamed Darif, politologue et spécialiste des mouvements islamistes. "l'Etat ne semble pas prêt."

Il a expliqué que les salafistes ne sont pas organisés de manière à représenter un interlocuteur pour l'Etat, comme cela a été le cas en Egypte.

De plus, certains groupes salafistes au Maroc ne prônent pas le recours aux actes terroristes pour défendre leurs idées. Plutôt, a souligné Darif, "ils estiment que c'est l'Etat qui doit changer de position à leur égard."

Source:

<http://www.magharebia.com/cocoon/awi/xhtml1/fr/features/awi/features/2009/05/01/feature-02>